

Altenance: et si la solution n'ait pas dans l'urne?

Écrit par Jean Takougang

Samedi, 26 Janvier 2013 11:43 - Mis à jour Vendredi, 01 Mars 2013 09:38

Les pirouettes, les revirements, les manipulations de la constitution, la confiscation du calendrier électoral, les embuscades, les crocs-en-jambe, les dilatoires, les ruses, les dols, les grenouillages et les manœuvres multiformes servis aux Camerounais en lieu et place d'un organe indépendant bruyamment et unanimement revendiqué depuis les années 90 pour organiser des élections équitables devraient amener même les plus naïfs des Camerounais à devoir leur façon de penser le changement et à comprendre qu'ils sont en plein dans un combat d'arrière-garde que le Rdpc et son président national mettent de toutes leurs forces pour annihiler le multipartisme administratif arraché au forceps et empêcher toute possibilité d'alternance pacifique que nous appelons de tous nos vœux. Leur plus grand crime aura été de s'être laissé mener en bateau pendant trois décennies en acceptant de composer avec le pouvoir, en participant et légitimant des simulacres de consultations, pensant bêtement que les gens d'en face avaient la volonté d'organiser des élections transparentes et attendaient leur contribution pour améliorer et changer le cours de l'histoire démocratique de leur pays. Erreur fatale, car tous les dysfonctionnements électoraux, depuis leur faux pas des législatives de 92, ont toujours été rigoureusement pensés, méticuleusement planifiés et minutieusement exécutés par des spécialistes en fraudes triés sur le volet et embusqués toutes les étapes du processus électoral, du recensement démographique jusqu'à la proclamation des résultats. La hache ne coupe l'arbre que parce que celui-ci lui a fourni le manche !

Depuis le retour au multipartisme, M. Paul Biya n'a jamais rien accompli de substantiel et n'a eu de cesse de montrer qu'il n'en fait qu'une tige et qu'il est viscéralement allergique et réactif au dialogue républicain, au consensus et au changement. Sinon, il se serait inspiré des critiques faites depuis bien des années par divers organismes nationaux et internationaux pour améliorer le processus électoral. Bien au contraire, il a encore subrepticement réintroduit dans les élections à venir un Minadot ostentatoirement arrogant et aux ordres, et unanimement vomis, après avoir gagné quelques précieux septennats avec l'Onel, un simple observatoire impuissant et un Elecram camoufflé et illégitime qui ne cesse de muer sans avoir jamais découvert sur le métier, et dont les dirigeants se rouissent de ne pouvoir opérer leur démarcation pour affirmer leur autonomie par une refonte des listes et qui, suprême provocation, iront aux charbons en faisant leurs premiers pas par l'organisation d'une présidentielle, même des élections et élections à haut risque sous tous les cieux, dont ils ne pourront, contrairement à ce qui se fait partout ailleurs, annoncer ni les tendances ni les résultats provisoires ! Avec tous les tripotages ainsi subis, Elecram demeure-t-il encore cet organe indépendant conçu pour s'occuper de l'organisation, de la supervision et du contrôle de l'ensemble du processus électoral et référendaire ? Qui de sages peut encore y croire ?

Quoi d'étonnant de cela lorsqu'à l'Assemblée nationale, on a vu le Rdpc rôtir le tour de force de faire voter le député Aya Paul absent, alors qu'il s'était énergiquement prononcé contre la révision de la constitution et qui n'avait laissé aucune procuration, afin de ne faire ni de près ni de loin même un tel parjure et prendre ainsi date avec l'histoire et la postérité ? On a alors découvert qu'avec ce parti, la fraude électorale devenait pathologiquement institutionnelle et que même seul une élection, il frauderait toujours, dans l'obsession boulimique de la recherche du 100%, de l'unanimité de l'unanimité et du plébiscite comme au temps du parti unique dont il n'est que l'avatar et l'indérottable continuateur.

Et c'est ici que la confession du commissaire Jean Fochiv le Foccart camerounais, le plus grand architecte et bâtisseur devant l'éternel des méthodes de terreur et de répression en place, prend tout son sens :

Altenance: et si la solution n'ait pas dans l'urne?

Écrit par Jean Takougang

Samedi, 26 Janvier 2013 11:43 - Mis à jour Vendredi, 01 Mars 2013 09:38

Pour y avoir participé je peux jurer, en ce qui concerne le Cameroun, que nul autre que le détenteur du pouvoir ne peut remporter les élections. Le mécanisme que nous avons mis en place est occulte, efficace et incontournable. Quelle que soit l'impopularité de M. Paul Biya, il ne pourra partir que lorsqu'il voudra bien partir et ce n'est pas lui qui a mis le mécanisme en marche. C'est un peu comme ce bunker qu'il ne connaissait pas quand il est arrivé à la présidence.

ceux qui ne jurent que par la candidature unique de l'opposition, M. Pierre Ela, un autre commissaire, tout aussi introduit, rond en

J'avais posé cette question à un gouverneur de province, deux semaines de l'ouverture de la campagne pour l'élection présidentielle de 1997 :- Pensez-vous que l'opposition a une chance de l'emporter si elle présente un candidat unique ? - Non, des dispositions pratiques ont été prises pour que l'opposition perde, même si elle présente un seul candidat. Avec ces dispositions pratiques, les élections au Cameroun sont d'autant plus futiles que le dret prée, suit ou renforce la fraude pour la rendre lable et banale. quoi sert-il un parti d'opposition de se présenter aux élections législatives quand un dret peut octroyer quinze d'out une province de 400 000 habitants et deux d'un département peuplé de 600 000 ou bien, comme en 1997 dans l'Extrême-Nord, arrêter les élections pour opérer un découpage spécial très intéressant ?

En 2002, le rapport des élections de Justice et Paix de l'Église catholique relevait que dans la province du Sud, il y avait un d'out pour 46 757 habitants alors que dans les provinces du Littoral, du Nord-Ouest, du Nord, un d'out représentait environ 98 000 habitants ! En clair, un d'ecteur du Sud valait (et vaut peut-être toujours !) deux d'ecteurs dans les autres provinces !

quoi servent les élections municipales au Cameroun quand on sait qu'au bout du compte c'est toujours le RDPC qui, à travers une tutelle ombrageuse et la nomination (en violation flagrante des dispositions de l'article 55 de la constitution) des super-maires gèrera toutes les mairies quel que soit le parti qui les a gagnés ? En dehors de celui des tout-puissants du gouvernement nommé, qui connaît le nom d'un maire ou dans les communautés urbaines que constituent désormais toutes les grandes villes aux enjeux démographiques, politiques, économiques et sociaux ?

D'ailleurs dans son interview France 24 il y a quelques années, M. Biya, en affirmant que dialoguer c'est partager a démontré la vanité des élections en justifiant l'éventualité d'un dialogue avec M. Fru Ndi et du rapatriement des restes de son illustre prédécesseur :

Je suis prêt à le rencontrer, je n'ai pas de problème. Nous avons encore un Sénat à faire, nous avons encore des Assemblées régionales à faire, nous voulons qu'il y ait de l'harmonie dans la gestion des affaires de l'état.

Sénat à faire, Assemblées régionales à faire, harmonie dans la gestion des affaires de l'état ! Mais quels liens mystiques y a-t-il donc entre les mots rencontre, élections et harmonie dans la gestion ? Mais les choses s'expliquent d'elles-mêmes et deviennent beaucoup plus limpides quand il évoque l'élection du fils de M. Ahidjo comme d'out :

Je n'ai pas d'objection et je dois dire que le fils de mon prédécesseur est d'out. Il vient d'être élu. Je n'ai pas de problème avec la famille de mon prédécesseur. Ses fils et filles vont et viennent et personne ne les a jamais inquiétés.

Il confirme ainsi, sans peut-être s'en rendre compte qu'aux élections, les partis politiques ne reçoivent pas ce que dévoilent les urnes, mais un quota autoritairement fixé d'avance qu'il leur attribue afin qu'il y ait partage l'égalité et harmonie dans la gestion des affaires de l'état.

En un mot, qu'il fraude ! Sinon, pourquoi aurait-il associé le mot objection avec le fait que le fils de son prédécesseur est d'out ? Ceci implique deux choses : soit que c'est lui qui l'a fait d'out ou que de même qu'il aurait pu

Altenance: et si la solution n'ait pas dans l'urne?

Écrit par Jean Takougang

Samedi, 26 Janvier 2013 11:43 - Mis à jour Vendredi, 01 Mars 2013 09:38

empêcher ses autres frères et sœurs d'aller et de venir librement , autant il aurait pu l'empêcher d'être librement. Mais comment donc ? Remarquez que M. Biya n'a pas pu achever une de ses phrases, s'étant arrêté juste à temps pour ne pas choisir entre deux mots antithétiques qui se chevauchaient et se bouscullaient dans sa tête : tu et nomme ! Car si le fils de son professeur est d'autre fait de la volonté des électeurs, il est tu . Mais si c'est parce qu'il n'y avait pas trouvé d'objection et n'avait pas empêché qu'il soit tu, il estime que c'est sa volonté et non celle des électeurs qui le fait d'autre et il pense alors nomme ! Voilà pourquoi dans l'embarras, les deux mots se sont rangés dans sa gorge et la phrase n'a pas fini sa course ! Mais, trop tard, le mal était déjà fait.
 Il est donc de notoriété publique qu'au Cameroun, les élections sont ainsi devenues un simple rituel cathartique, spectaculaire et médiatisé souhait, qui permet simplement au pouvoir en place de singer la volonté populaire par des tours de passe-passe en vue de s'auto-reproduire et de se perpétuer. Comme le dit fort à propos Patrice Yengo3, ne pouvant perdre le pouvoir, le chef ne peut qu'être élu démocratiquement. La fraude, ombre accolée à toute forme de suffrage, prend ici une dimension nouvelle. Dès lors que le pouvoir est absolutisé la fraude cesse d'être marginale pour devenir structurante de la consultation elle-même. La mise en œuvre de la démocratie, pour les classes dirigeantes, ne se réalise que dans l'assimilation simultanée des formes de la fraude qui, dans le cas présent, participent des métamorphoses de la privatisation du pouvoir.
 Et, comme s'il parlait du Cameroun, il ajoute : La concurrence n'est rendue possible que dans la mesure où elle offre au chef d'être l'unique : celui-ci la suggère et la construit lui-même. Les concurrents sont sa mesure, comme lui est la mesure du pays dont il incarne toujours l'unité nationale et la paix perpétuellement retrouvée. Ce titre, l'élection est nécessairement de masse et unanime. Deux caractéristiques qui, bien des fois, participent de la bonne gouvernance ramené aux dirigeants africains et qui à travers diverses appellations (démocratie dirigée, consensuelle, africaine ou apaisée) traduisent la continuité des formes inchangées de l'exercice du pouvoir .
 Ceci explique le nombre de candidats-alibi annoncés à chaque élection présidentielle, de pseudo-partis d'opposition au service du statu quo, de la prolifération des motions de soutien et des tomes d'Appel du Peuple commanditées et sponsorisées, et de toutes ces prestidigitations qui fabriquent au chef une popularité factice et meublent le quotidien des bureaucraties verbalocrates et rétrogrades des tropiques. Les élections se suivent donc sans que jamais la volonté authentique du peuple soit prise en compte, car la fraude leur est consubstantielle. Elles permettent simplement au Rdp de tendre de plus en plus ses tentacules et son emprise liberticides sur le territoire afin de montrer aux yeux du monde que les Camerounais ont rejeté le multipartisme et la démocratie qu'ils jugent précipité et inadapte pour leur pays.
 Dans son rapport publié après les élections couplées de 2002, la fraude avait atteint les proportions telles que l'Onel, pourtant totalement acquis au gouvernement en place, s'est vu contraint de réformer son corps pendant qu'il a observé que le carriérisme pousse les autorités administratives à être partisans ; que celles-ci ont beaucoup de mal à résister à l'influence et à la pression des élites extérieures dont l'immixtion intéressée dans les affaires du village est de plus en plus décriée et nuisible au déroulement serein des élections ; que l'élite exerce tellement de chantage sur son pouvoir réel ou supposé et l'imminence des sanctions en cas de résistance que les autorités administratives finissent généralement par céder. Il se plaignait d'avoir relevé des cas plus que flagrants de violation de la loi dans la Bou-Ouest (un condamné candidat), Kumba-Centre (violences et fraudes), Balikumbat (violences), Bamboutos

Altenance: et si la solution n'ait pas dans l'urne?

Écrit par Jean Takougang

Samedi, 26 Janvier 2013 11:43 - Mis à jour Vendredi, 01 Mars 2013 09:38

(Violences), Mifi (fraudes) et d'avoir soumis au Minatd une liste d'autorités administratives sanctionner, propositions restés sans effet ce jour. De même, il déplorait que l'Administration ait rejeté des listes qu'il avait réabilités conformément à ses missions dans le Mungo et Muyuka.

Lui emboitant le pas, le rapport de Transparency confirmait les plaintes des partis politiques en affirmant avoir observé une mobilisation générale et publique des fonctionnaires dans les équipes de campagne et divers groupes de soutien aux partis politiques. Cette tendance, poursuit-il, était plus forte chez les fonctionnaires de haut rang, notamment les secrétaires généraux, les directeurs et les chefs de service qui, pour la plupart, sont allés battre campagne dans leurs régions d'origine. Cette situation en période de campagne se caractérisant par un fort taux de déplacement vers leurs zones de campagnes des membres du gouvernement et de l'ensemble de leur cabinet. Ce qui impliquait, dans de nombreux cas, une mobilisation de la logistique nationale, notamment des véhicules administratifs, des chauffeurs, des bons de carburant..., des frais de missions ! Cette mobilisation des ressources humaines et matérielles de l'état, poursuit-il, a également relevé dans des sociétés parapubliques ou d'état telles que la Snh, la Sonara, la Cdc, la Snec, le Port Autonome, le Feicom, la Cnps, la Crtv, etc.

En a-t-on tenu compte ? Que nenni ! Les choses semblent plutôt évoluer vers le pire. Crée pour diriger une Administration omnipotente et intéressée afin d'améliorer l'organisation des élections, Elecram a été vite abandonné et mis au pas par la désignation partisane de ses membres, le retour furtif de la même Administration avec les ressources matérielles, financières et logistiques de l'état et des entreprises parapubliques (dont se plaignaient Transparency et l'Onel) qui, sous le prétexte commode de booster les inscriptions , a envahi le terrain pour reprendre le chantage et les intimidations qui leur sont connus, supplanter un Elecram sans gêne et affiner cette machinerie de fraudes qui leur a rendu des services inestimables. Une fois de plus et une fois de trop, voilà les Camerounais dans l'impasse et le cercle vicieux d'élections futiles et inutilement coûteuses.

Pendant combien de temps vont-ils encore continuer d'attendre une impossible alternance qui sortira de ces urnes opaques et sans fond? Continuer de se dăusser sur l'opposition qui est toujours les autres et jamais chacun d'eux individuellement ne sert rien. En Tunisie et en Égypte où il n'existait ni opposition ni contre-pouvoirs, on a vu des dictatures que l'on croyait indoulonnables s'écrouler en quelques jours sous les coups de boutoir du peuple souverain comme des châteaux de cartes, sans aucun coup de feu de l'ingérence étrangère et de la recherche (Syrie !) ou de quiconque. Parce qu'au bout de l'incubation sociale, chaque Tunisien et chaque Égyptien s'est pris lui-même pour l'opposition et tout le monde s'est retrouvé spontanément dans la rue. Les retombées ne se sont pas fait attendre.

En ce qui nous concerne, ou nous continuons de pleurnicher et de consommer les fruits nocifs de nos lăchetés, de nos lâchetés et de nos trahisons, ou nous mettons pour action ces paroles du sage Aimé Căaire : La faiblesse a toujours mille moyens que seule la couardise nous empêche d'inventorier . Le temps presse et trop peu de gens tirent les marrons du feu.

Jean Takougang

1 Frédéric Fenkam, Les Révolutions de Jean Fochiv, Editions Minsi P. 223

2 Pierre Ela, Dossiers noirs sur le Cameroun, Editions Pyramide Papyrus Presse, 26, Rue des Rigoles, 75020 Paris. M. Pierre Ela, Commissaire de Police en 1994 a passé environ huit ans dans les services secrets camerounais (DST et RG) de 1984 à 1992. Il a été promu Commissaire principal en 1997 et a été chef de la Division provinciale de la police judiciaire du Littoral de Douala (siège de la contestation des années de braises !). Il démissionne en 2000.

3 Patrice Yengo, "La Fraude Electorale Démocratique", Politique africaine N° 85,

Altenance: et si la solution n'ait pas dans l'urne?

Écrit par Ecrit par Jean Takougang

Samedi, 26 Janvier 2013 11:43 - Mis à jour Vendredi, 01 Mars 2013 09:38

mars 2002</p>